

VEILLE RÉGLEMENTAIRE

Sécurité des personnes

Fiche VRE.37

Accident de travail et de trajet, Maladies professionnelles

Articles L411-1 à L441-6, R412-1, R412-2 du Code la Sécurité Sociale
Articles L751-1 et suivants du Code Rural

1. Définitions

Accident de travail : Il existe trois critères pour définir un accident de travail : l'accident doit avoir une origine professionnelle, être survenu soudainement et avoir entraîné des dommages corporels ou psychiques. Ces trois critères sont inséparables et doivent être tous les trois réunis pour que l'on puisse qualifier votre accident d'accident du travail.

Accident de trajet : L'accident de trajet n'est défini que dans le Code de la sécurité sociale (article L411-2). Il est défini comme l'accident qui se produit pendant le trajet aller et retour entre le lieu de travail et la résidence principale ou une résidence secondaire présentant un caractère de stabilité, ainsi que tout autre lieu de résidence où vous vous rendez de façon habituelle pour des raisons d'ordre familial ; il peut être entre le lieu de travail et le restaurant, la cantine ou tout autre lieu où vous prenez habituellement vos repas.

Ce trajet peut ne pas être direct s'il répond à une logique de covoiturage régulier et qu'un détour est dans ce cas nécessaire. En revanche, le trajet doit être **le plus habituel possible** et ne pas avoir été interrompu ou détourné pour un motif d'ordre personnel, indépendant de l'emploi ou étranger aux nécessités essentielles de la vie courante.

Nota : Les tribunaux ont retenu la notion **d'itinéraire protégé** qui correspond aux critères de parcours sur lesquels tout accident survenu peut être reconnu comme un accident de trajet. Une très abondante jurisprudence prend en compte l'extrême diversité des situations réelles et précise les limites de cet itinéraire protégé (points de départ et d'arrivée, interruptions et détours autorisés, horaires)

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 12/09/2019

1/6

Accident du travail bénins : Ils peuvent, sous conditions, être inscrits sur un registre des accidents du travail sans qu'il soit besoin de les déclarer à la caisse d'assurance maladie.

Lieu de travail : Le lieu de travail se définit par tout endroit où le subordonné se trouve ou se rend par ordre de l'employeur ou dans l'intérêt de l'entreprise ou encore par la nécessité de son emploi.

2. Déclaration de l'accident de travail du salarié

2.1 Rôle du salarié victime d'un accident du travail

Le salarié victime d'un accident de travail doit informer l'entreprise le jour même de l'accident ou, au plus tard dans les 24 heures (sauf en cas de force majeure, d'impossibilité absolue ou de motif légitime). Il doit préciser :

- Le lieu ;
- Les circonstances ;
- L'identité des témoins éventuels.
-

Cette information peut se faire :

- Soit directement ;
- Soit par l'intermédiaire d'une autre personne que lui (en cas d'hospitalisation et de blessures graves par exemple) ;
- Soit par oral ;
- Soit par écrit (en recommandé).

Une fois informé de la survenue de l'accident et de la nature des blessures de son salarié, l'employeur doit rédiger une déclaration d'accident du travail.

2.2 Rôle de l'employeur

2.2.1 Formulaire de déclaration

Lorsqu'un accident du travail se produit, l'employeur est dans l'obligation de le déclarer à la CPAM du salarié victime de l'accident. Pour cela, l'employeur doit remplir un formulaire de déclaration et le transmettre dans les 48 heures à la caisse d'assurance maladie.

2.2.2 Registre des accidents du travail

Cependant, la caisse d'assurance maladie peut vous autoriser, en tant qu'employeur, à remplacer la procédure de déclaration d'accident par une simple inscription sur un registre des accidents du travail.

Pour obtenir l'autorisation d'inscrire les accidents bénins sur un « registre de déclaration d'accidents du travail et de trajet bénins », vous devez respecter plusieurs conditions :

- disposer d'un CHSCT ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

- d'un CSE ou de délégués du personnel ;
- avoir au sein de l'entreprise un médecin, un infirmier ou un pharmacien ;
- disposer dans les locaux de l'entreprise d'un poste de secours d'urgence etc.

Attention, seuls les accidents sans conséquences graves (=bénins) peuvent faire l'objet d'une inscription sur le registre des accidents du travail. Pour les accidents entraînant un arrêt de travail et nécessitant des soins médicaux. La procédure de déclaration est obligatoire

L'employeur doit envoyer la déclaration à la caisse primaire d'assurance maladie du salarié concerné par l'accident du travail. La déclaration doit être envoyée en recommandé avec accusé de réception.

L'employeur recevra de la CPAM un courrier en recommandé informant de la bonne réception de la déclaration d'accident.

2.2.3 Remise de la feuille d'accident au salarié

Le troisième document que l'employeur doit établir à l'occasion d'un accident du travail : la feuille d'accident. La feuille d'accident est remise au salarié victime de l'accident du travail par l'employeur, pour bénéficier de la gratuité des soins liés à l'accident.

Pour le **Formulaire de déclaration d'accident du travail (cerfa n°14463*02)**

Lien : http://www.ameli.fr/fileadmin/user_upload/formulaires/S6200.pdf

Pour l'**attestation de salaire, (cerfa n° 11137*02)** « attestation de salaire AT ou MP », à compléter et l'adresser à la CPAM.

Lien : **Formulaire d'attestation** http://www.ameli.fr/fileadmin/user_upload/formulaires/S6202.pdf

3. Accident de trajet

3.1 Information de l'employeur

Dans les 24 heures, le salarié victime d'un accident de trajet doit **informer ou faire informer son employeur** de l'accident. Cette information doit préciser : les lieux et circonstances, l'identité des témoins éventuels et du tiers responsable éventuel.

3.2 Rôle de l'employeur

L'employeur a ensuite 48 heures pour déclarer l'accident à l'Assurance Maladie. Il peut émettre des réserves motivées quant au caractère professionnel de l'accident en remplissant la déclaration.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 12/09/2019

3/6

Votre employeur doit vous transmettre une feuille d'accident du travail (formulaire S6201) (PDF, 86.79 Ko), à conserver précieusement : elle vous ouvre une prise en charge à 100 % des frais médicaux liés à votre accident, dans la limite des tarifs de base de l'Assurance Maladie, sans avance de frais.

3.3 Rôle du médecin traitant

Dans les plus brefs délais, il est important d'obtenir un certificat médical initial par le médecin traitant. Ce certificat peut être réalisé de manière dématérialisée ou via un formulaire papier (S6909). Il doit y indiquer avec précision votre état (localisation et nature des lésions avec les symptômes éventuels) et les conséquences éventuelles de l'accident (séquelles fonctionnelles).

En cas d'arrêt de travail, le médecin traitant délivre au salarié victime de l'accident de trajet un **certificat d'arrêt de travail**, à remettre à l'employeur.

3.4 Enquête de la CPAM

La caisse primaire d'assurance maladie peut procéder à une enquête et se prononcer sur le caractère professionnel ou non de l'accident, dans un délai de 30 jours, à compter de sa connaissance de la déclaration d'accident.

Si la CPAM ne s'est pas prononcée à l'expiration de ce délai de 30 jours, son silence vaut reconnaissance du caractère professionnel de l'accident. En revanche, si des compléments d'enquête sont nécessaires, la CPAM dispose de deux mois supplémentaires pour se prononcer. Ce délai court à compter de la notification au salarié de ce complément d'enquête.

Cependant, l'employeur, peut émettre des réserves clairement motivées sur les circonstances de l'accident. Le délai de traitement du dossier peut alors être prolongé de 2 mois.

Cette période supplémentaire permet à la CPAM de vérifier les déclarations du salarié selon deux modalités :

- un questionnaire à remplir par vous et votre salarié qui détaille les circonstances et les causes de l'accident ;
- une enquête par téléphone ou sur place. C'est une procédure exceptionnelle (mais obligatoire en cas de décès du salarié).

Au terme de ce délai supplémentaire, la CPAM notifie sa décision. Si la notification n'est pas communiquée dans le temps imparti, la reconnaissance de l'accident du travail est alors automatique.

4. Cas particuliers : les salariés avec un contrat de travail temporaire (intérimaire)

Dans le cas de travail temporaire, l'entreprise utilisatrice doit informer dans les 24 heures, tout accident survenu à un salarié mis à disposition, à l'aide du formulaire « Information préalable à la

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

déclaration d'accident du travail » (Cerfa n° 60-3741), par lettre recommandée avec accusé de réception :

- Le service de prévention de la Carsat ;
- L'inspection du travail ;
- L'entreprise de travail temporaire chargée d'établir la déclaration d'accident du travail.

Pour l'accident d'un intérimaire, deux déclarations sont donc transmises à l'Administration :

- une déclaration dite « Information préalable à la déclaration d'accident du travail » transmise dans les 24 heures par l'entreprise utilisatrice.
Lien : <https://www.ameli.fr/sites/default/files/formulaires/201/s6209.pdf>
- une déclaration d'accident du travail que l'entreprise de travail temporaire transmettra à la CPAM du lieu de résidence de l'intérimaire.

5. Maladie professionnelle

Une maladie est dite professionnelle si elle est la conséquence directe de l'exposition d'un travailleur à un risque physique, chimique ou biologique, ou résulte des conditions dans lesquelles il exerce son activité professionnelle et si elle figure dans un des tableaux du régime général ou agricole de la Sécurité sociale.

Est présumée d'origine professionnelle, toute maladie inscrite dans l'un des tableaux de maladies professionnelles (prévus à l'article R. 461-3 du Code de la sécurité sociale) et contractée dans les conditions mentionnées dans le tableau concerné.

Chaque tableau définit les maladies visées ainsi que les principaux travaux susceptibles de provoquer ces maladies et fixent le délai de prise en charge. Par délai de prise en charge, on entend le temps écoulé entre la première constatation de la maladie et le retrait du risque. Si une ou plusieurs conditions tenant au délai de prise en charge, à la durée d'exposition ou à la liste limitative des travaux ne sont pas remplies, la maladie peut tout de même être reconnue comme professionnelle s'il est établi qu'elle est directement causée par le travail habituel de la victime, après avis motivé d'un comité régional de reconnaissance des maladies professionnelles.

Vous pouvez accéder aux tableaux des maladies professionnelles avec le lien suivant :

<http://www.inrs.fr/publications/bdd/mp.html>

Vous pouvez faire votre recherche :

- Par régime : général ou agricole ;
- Par pathologie ;
- Avec la liste complète.



Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 12/09/2019

5/6

6. Registre de déclaration des AT bénins

La tenue d'un registre doit être pour l'employeur, une source d'information indispensable pour concevoir et améliorer la prévention dans son entreprise.

Dans ce cadre, une bonne pratique consiste à analyser tout accident, quelles que soient sa nature et sa gravité.

6.1 Qui peut bénéficier de ce registre ?

L'autorisation de tenue d'un registre de déclaration d'accidents du travail bénins, prévue à l'article L 441-4 du code de la Sécurité Sociale peut être accordée à l'employeur par la Carsat du lieu d'implantation de l'établissement, en cas de :

- présence permanente d'une personne chargée d'une mission d'hygiène et de sécurité dans l'entreprise, détentrice d'un diplôme de sauveteur secouriste du travail délivré par l'Institut National de Recherche et de Sécurité (INRS) ou les Carsat, ou d'un médecin ou d'un pharmacien ou d'un infirmier diplômé d'état ;
- existence d'un poste de secours d'urgence (local clairement indiqué avec armoire à pharmacie fermée à clé, numéros utiles affichés, téléphone avec ligne extérieure et point d'eau à proximité) ;
- respect par l'employeur des obligations mises à sa charge par l'article L 236.1 du code du travail relatif aux Comités d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail ou Comité Social Economique (CSE).

6.2 Qu'est-ce que le registre de déclaration d'AT bénins ?

Le registre permet d'inscrire les accidents survenus dans l'établissement qui semblent a priori être sans grande conséquence sur la santé, et n'entraîner ni arrêt de travail, ni soins médicaux donnant lieu à une prise en charge par les organismes de Sécurité Sociale. Les accidents de trajet sans gravité peuvent également être inscrits.

Il est délivré par la Carsat du lieu d'implantation de l'établissement et doit être utilisé uniquement pour les salariés relevant du régime général de la Sécurité Sociale.

L'employeur ou son préposé sont tenus d'y inscrire, dans les 48 heures après en avoir eu connaissance, l'accident du travail ou de trajet survenu à son salarié, non compris les dimanches et jours fériés (art L441-2 du Code de la Sécurité Sociale).

Les accidents survenus à du personnel intérimaire en mission dans une entreprise, des stagiaires, des élèves, des étudiants (par le fait ou à l'occasion d'un stage en entreprise), ne doivent pas être inscrits dans ce registre. L'obligation de déclaration incombe à l'établissement auquel ils sont rattachés (article R 412 2 du Code de la Sécurité Sociale).

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 12/09/2019

6/6